

Le malheur des uns fait le bonheur des autres. L'affaire Montfoort contre Egmond. Un récit sur les conséquences des choix politiques à faire en Hollande au quinzième et au début du seizième siècle

Chers collègues,

Avant tout je voudrais remercier les organisateurs de cette journée d'études, Yves Junot et Violet Soen, de m'avoir invité et de pouvoir contribuer à nos discussions.

Permettez-moi, comme je suis le premier orateur de la matinée de commencer par une analyse brève du terme 'confiscation'. Évidemment, le verbe 'confisquer' provient du Latin *confiscare*. D'après le dictionnaire Robert la première attestation en français du terme date de 1331. Il renvoie au fisc royal : 'ce monstre, ce géant', et je cite maintenant Jules Michelet, 'qui naît altéré, affamé et endenté sous Philippe le Bel'. Clairement, seulement des autorités efficaces, peuvent opérer des confiscations. Par conséquent, les confiscations sont un corollaire de la genèse de l'état moderne. Ces mesures ne servent pas seulement à affaiblir, voir anéantir des rebelles, mais également à renforcer le pouvoir du prince qui les décrète. Ainsi, la décapitation et la confiscation des biens de Louis de Luxembourg, comte de Saint-Pol, en 1475, a été interprété par plusieurs historiens comme un rare effort commun de Louis XI et de Charles le Téméraire afin d'éliminer un rival potentiel. Ensuite le roi et le duc redistribuaient les vastes domaines du connétable parmi ses héritiers en échange de leur fidélité. Il y a quasiment vingt ans, David Potter a montré dans son livre *War and Government in the French Provinces* comment les rois français successifs et les premiers Habsbourg à partir du dernier quart du quinzième siècle, avaient adopté ce modèle. Ils délimitaient leur zone frontalière commune en forçant les nobles locaux à joindre un des deux camps opposées. Évidemment, ce jeu pouvait entraîner des conséquences encombrantes pour les nobles participants : sous Louis XI plusieurs finissaient pour des périodes plus au moins longues

dans les oubliettes du roi et ils subissaient la perte des terres finies de l'autre côté de la frontière. Mais finalement ils étaient récompensés, souvent avec des terres qui étaient confisquées et qui appartenaient originellement à un compagnon d'infortune.

Par contre, dans les régions septentrionales des Pays-Bas, l'expansion bourguignonne et plus tard celle des Habsbourg, entraînait des mutations importantes au sein de la noblesse même. En outre, graduellement cette noblesse septentrionale gagnait également de l'influence au sein de l'aristocratie des Pays-Bas. Évidemment, la croissance économique de la Zélande et de la Hollande et par conséquent les revenus croissants pour le fisc au cours de ces décennies y était pour beaucoup. En outre, jusqu'au milieu du seizième siècle les ducs de Gueldre successifs ont tenté de courber l'expansion des bourguignons et des Habsbourg. Malgré le support des rois français et des adversaires des bourguignons et des Habsbourg au sein de l'Empire, finalement ils n'y ont pas réussi.

Aujourd'hui je me concentrerai sur les péripéties de deux lignées hollandaises qui ont participé à ces luttes et qui y ont subi les conséquences respectivement à leur désavantage et à leur profit. Il s'agit des familles Montfoort et Egmond. Les membres des deux familles tenaient une multitude de terres et de seigneuries non seulement en Hollande, mais également en Gueldre et dans le Sticht, la principauté séculaire des évêques d'Utrecht. Évidemment les deux familles fournissaient en permanence des chanoines aux chapitres d'Utrecht et à chaque élection épiscopale ils soutenaient leurs propres candidats.

En fait, la vicomté, de Montfoort se trouvait sur la frontière du Sticht et de la Hollande. Originellement, le château de Montfoort était censé de protéger le Sticht contre les incursions hollandaises. Mais à la fin du treizième siècle, le comte hollandais Florent V annexait Montfoort. Au cours des décennies suivantes, sous la nouvelle dynastie des comtes des Avesnes, les

vicomtes de Montfoort devenaient parmi les plus grand feudataires de la Hollande. Déjà dans cette période, ils s'alliaient fréquemment aux Brederode.

Évidemment le nom de la famille d'Egmond renvoie à la fameuse abbaye homonyme, située en Hollande septentrionale, à l'intérieur des dunes. Cette abbaye fut fondée au dixième siècle par le comte Didier I et fonctionnait longtemps comme le mausolée de la dynastie comtale. La famille d'Egmond devait son origine à son rôle comme *advocatus*, ou protecteur de l'abbaye et du mausolée. Traditionnellement les Egmond étaient donc étroitement liée à la dynastie régnante. Grâce aux faveurs des comtes ils réussissaient à se hisser parmi les grandes lignées de la Hollande. Au cours de la deuxième décennie du quinzième siècle la branche principale accédait, en tant que héritiers de la lignée d'Arkel, au duché de Gueldre. Les cadets par contre, dont je parlerai ici, continuaient comme une grande famille féodale hollandaise.

Dès le milieu du quatorzième siècle une lutte de factions, dite les querelles des Hameçons et des Cabillauds (Hoekse en Kabeljauwse twisten) ravageait la Hollande. A l'origine de ces querelles était une dispute sur la succession du comte Guillaume IV. Nobles et villes et à l'intérieur de celles-ci les populations se divisaient. Pourtant en généralisant et en simplifiant les choses on pourrait dire que les élites urbaines des jeunes villes à l'intérieur en croissance, comme Delft, Haarlem et Amsterdam soutenaient les Cabillauds. Leurs dirigeants étaient les membres du conseil aulique du jeune Guillaume V et notamment les Egmonds. Les Hameçons étaient particulièrement bien représentés dans les villes situées le long le cours le long la basse Meuse, comme Gouda, Gorinchem et Schoonhoven. C'était une zone toute proche des frontières avec le Brabant et la Gueldre, relativement récemment acquise par la Hollande. Probablement la plupart des nobles étaient de leur côté, parmi eux notamment les Brederode et les Montfoort dont le noyau de leurs se trouvait également dans l'est du comté de Hollande.

Pendant un siècle et demi, ces querelles constituaient la toile de fond par laquelle interpréter la vie politique hollandaise. Notamment, lors de la guerre entre Jacqueline de Bavière et le duc bourguignon Philippe le Bon pour le contrôle de la Hollande qui se déroula au cours de la deuxième moitié de la décennie 1420, elles resurgissaient. Alors Jacqueline était supportée par les Hameçons. Philippe le Bon par contre était le champion des Cabillauds. Ce dernier obtenait la victoire, sanctionnée par la Paix de Delft (de Zoen van Delft) de 1428.

Sous les règnes de Philippe le Bon et de son fils Charles le Téméraire, les Hameçons étaient réintégrées. En fait, en 1451 Louis de Montfoort envoya son fils Jean âgé de 11 à la cour de Philippe le Bon pour y servir comme écuyer. Pourtant les Montfoort ne réussissaient pas à regagner de l'influence politique. En 1455, à Utrecht une compétition éclata entre Gilles de Brederode et David de Bourgogne, le fils naturel du duc, pour le siège épiscopal. En ligne avec leur tradition des Hameçons les Montfoort supportaient *manu militari* Gilles de Brederode. Une guerre à Utrecht éclata. Mais évidemment, les troupes bourguignonnes étaient trop fortes. Malgré les vives résistances enfin David était installé comme évêque. Les Montfoort par contre, perdaient toute confiance de Philippe le Bon et étaient marginalisés.

Entre-temps, la fortune des Egmond était ascendante. Comme chefs des Cabillauds ils avaient supporté d'une façon conséquente la montée au pouvoir des Bourguignons. Par conséquent, graduellement ils gagnaient de l'influence. Guillaume d'Egmond était membre du Conseil de Hollande dans les années 1450. A Utrecht, il était le confident d'évêque contesté David de Bourgogne. Ensuite, aux années 1470, il représentait Charles le Téméraire comme gouverneur en Gueldre après la conquête (temporaire) de ce duché. Finalement, en 1478, il avait à ce moment déjà soixante-six ans, il était élu chevalier de la Toison d'Or.

Après le décès inopiné de Charles le Téméraire en 1477, la vieille querelle entre les Hameçons et les Cabillauds apparaissait de nouveau immédiatement. Ainsi, les états de Hollande, dominés par les Cabillauds, refusaient d'accorder le Hameçon Jean de Montfoort une place dans la délégation qui négociait au printemps de 1477 le grand privilège. Par conséquent, Maximilien d'Autriche, le mari de Marie de Bourgogne depuis août 1477, avait des grandes difficultés à établir son autorité en Hollande. En outre, à partir de 1481 les Hameçons menaçaient de nouveau l'évêque d'Utrecht David de Bourgogne et ils prenaient le pouvoir dans plusieurs villes hollandaises, notamment à Dordrecht et à Leyde. Lors de la mort de Marie de Bourgogne, en mars 1482, la situation s'aggravait encore. Les Hameçons refusaient de reconnaître Maximilien d'Autriche comme tambour pour son fils Philippe le Beau. Par contre, ils avançaient les vieilles prétentions de la maison de Brederode sur le titre comtal de la Hollande, tout comme ils espéraient de remplacer David de Bourgogne comme évêque d'Utrecht, par leur favori Gilles de Brederode. En outre, ces Hameçons se mettaient en contact avec le conseil de régence et les grandes villes flamandes qui s'opposaient également à Maximilien d'Autriche. Wolfert de Borsselle, le seigneur de la ville zélandaise de Veere sur l'île de Walcheren faisait fonction de trait d'union entre ces deux cercles d'opposition.

Face à cette opposition multiple Maximilien d'Autriche avait des grandes difficultés à regagner l'initiative. Pourtant, déjà en début d'été 1481 ils avaient repris la ville de Leyde. Là, le Grand Conseil, itinérant à ce moment-là confisqua par son arrêt du 17 juillet de cette année tous les biens hollandais de Jean, vicomte de Montfoort. Parmi ces biens, la terre et petite ville de Purmerend, y compris son château, étaient les plus importantes. Purmerend est situé dans la Hollande septentrionale, mi-chemin entre Amsterdam, Alkmaar et Hoorn. A cet endroit les accès aux lacs du Beemster, du Wormer et du Purmer se rencontraient. Cette ville était alors un endroit stratégique d'où on contrôlait toute la péninsule de la Hollande septentrionale.

Maximilien d'Autriche donnait Purmerend en fief à son confident Veit de Wolkenstein. Les Wolkenstein furent une lignée aristocratique originaire du Tyrol méridional. Veit avait accompagné Maximilien, lors de sa descente aux Pays-Bas et y participait aux épopées de son maître.

L'inféodation de Purmerend à Veit de Wolkenstein s'inscrit dans toute une série d'actes de Maximilien dans cette période. Ainsi deux autres de ses confidentes Autrichiens, les frères Martin (avant 1458-1498)¹ et Wolfgang de Polheim (1458-1512)², qui d'ailleurs furent élus tous les deux chevaliers de l'Ordre de la Toison d'Or, épouseraient une fille de Wolfert de Borssele (vers 1430-1486), seigneur de Veere en Zélande. Comme je viens d'indiquer Wolfert, qui était décédé en 1486 était un des adversaires les plus acharnés de Maximilien³. Par ces mariages les Polheim contribuèrent à réintégrer l'immense patrimoine matériel et immatériel des seigneurs de Veere dans l'orbite de la monarchie. En outre en 1498, Albert de Saxe, un des cousins de Maximilien d'Autriche et son lieutenant-général aux Pays-Bas recevait la Frise à peine conquise.

Pourtant Veit de Wolkenstein ne tenait Purmerend pas pour longtemps. Déjà en 1484 il vendait cette terre à Jean d'Egmond, le fils de Guillaume. Entre-temps celui-ci s'était manifesté comme le chef indisputable des Cabillauds, restaurant partout en Hollande le pouvoir de Maximilien. Jean en fut richement compensé. Depuis 1483 il était *stadhouder* ou gouverneur de la Hollande. En fait, Jean fut le premier noble local à occuper cette fonction. Trois ans plus tard, en 1486, Jean maria Madeleine de Werdenbourg, une cousine du roi des romains. A cette occasion Maximilien d'Autriche réunissait les anciennes terres de la famille et les possessions confisquées des Montfoort, dont Purmerend, en créant le nouveau comté d'Egmond. Et en 1491 Jean fut élu

¹ P.J. HEINIG, 92. *Martin II de Polheim* dans R. DE SMEDT ed., *Les chevaliers*, pp. 220-222 et H. COOLS, *Mannen met macht*, p. 280.

² H. COOLS, *Mannen met macht*, pp. 280-281; H. NOFLATSCHER, *Räte und Herrscher*, pp. 54-57, 262-263, 268-269 et H. WIESFLECKER, *Kaiser Maximilian I. Band I*, pp. 140, 148, 157-158, 211-218 et *Band V*, pp. 270-272.

³ M.J. VAN GENT, "Pertijelike saken", pp. 153-248; IDEM, 79. *Wolfert VI de Borselen* dans R. DE SMEDT ed., *Les chevaliers*, pp. 192-194 ; L. SICKING, *Neptune and the Netherlands*, pp. 53-58 et H. COOLS, *Mannen met macht*, pp. 50-51, 77-78, 99, 110-111, 120-128 et 160-162.

comme chevalier de la Toison d'or. Ensemble avec les Nassaus, mais ceux-ci étaient considérés avant tout comme des brabançons, les Egmond étaient sans aucun doute entre temps les nobles plus riches, ceux avec la plus grande influence politique en Hollande.

Pourtant les Montfoort n'acceptaient pas de bon gré la confiscation de Purmerend. Au cours des décennies ultérieures ils tentaient toute stratégie possible à la récupérer. En 1490, Jean se lança ensemble avec Jean de Brederode dans une nouvelle révolte contre Maximilien, la guerre dite de l'écuyer Jean (Jonker Fransenoerlog). Tout comme les autres tentatives armées celle-ci ne fut pas couronnée de succès. Pourtant, à l'issue du conflit en 1492, Jean obtenait un pardon formel, sans pourtant récupérer ses possessions. Maintenant la voie légale était ouverte. Jean entama toute une série de procès devant le Conseil de Holland et le Grand Conseil. En 1496, lors du décès de David de Bourgogne, il soutenait même le candidat de Maximilien à l'élection d'un nouvel évêque d'Utrecht. En échange, Maximilien lui aurait promis la restitution de Purmerend. En fin de compte, grâce au support de Jean de Montfoort et sa famille candidat des Habsbourg, Frédéric de Baden, un autre cousin de Maximilien, remporta l'élection. Pourtant, le gouvernement à Bruxelles et à Malines, maintenant sous l'égide de Philippe le Beau, n'honora pas l'accord et Jean de Montfoort ne fut pas restauré dans ces biens.

Jean avait mis tout son espoir sur le Grand Conseil. Lors des plaidoyers du procès qu'il avait entamé contre Jean d'Egmond, ses avocats utilisaient toute une série d'arguments historiques. Ceux de Jean d'Egmond répondaient de façon similaire. Finalement, en juin 1509, le Grand Conseil avait rendu son verdict final. Il refusa le retour de Purmerend en accentuant qu'en tant que rebelle Jean de Montfoort avait perdu tous ses droits et que par conséquent tous les actions de Maximilien étaient légitimes.